

Sara Brimo



Maître de conférences en droit public

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - École de droit de la Sorbonne

Institut des Sciences juridique et philosophique de la Sorbonne ISJPS UMR CNRS - 8103

Membre du Haut Conseil de la Santé publique

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

ISJPS (UMR 8103 - CNRS)

Campus Port-Royal - Bât. A - 3^{ème}

étage - Bureau 19 -

37, boulevard de Port-Royal 75013

Paris

sara.brimo@univ-paris1.fr

TITRES, FORMATION ET DISTINCTIONS ACADÉMIQUES

- 2016 **Lauréate de la Fondation pour les Sciences Sociales** sous l'égide de la **Fondation de France**
Appel à projets : « Que manger ? Pratiques, normes et conflits alimentaires »
- 2011 **Qualification** aux fonctions de **maître de conférences** par le Conseil national des universités, section 02
- 2010 **Doctorat en droit public**
Université Paris II Panthéon-Assas

Thèse : « **L'État et la protection de la santé des travailleurs** »
Mention très honorable avec félicitations du jury
- **Prix Jean-Marie Auby de l'Association Française de Droit de la Santé**
 - **Prix André Isoré de la Chancellerie des Universités de Paris**
 - **Prix de thèse de l'Université Paris II Panthéon-Assas**
- 1999 - 2004 **Deug, Licence, Maîtrise, DEA de Droit public interne**
Université Paris II Panthéon-Assas

ACTIVITÉS DE RECHERCHE

Thèmes de recherche

Droit de la santé ; Droit de l'environnement
Droit administratif général ; Droit de la responsabilité ;
Santé environnementale ;
Risques professionnels, Risques alimentaires

Recherche collective

- 2021 **Co-organisation du colloque** *Santé et Territoires* ISJPS - GRALE, Université Paris 1, automne 2021 (avec O. Renaudie).
- 2020 - 2022 Membre du **projet de recherche commun « Gouverner et juger en temps de crise »** (sous la dir. de X. Dupré de Boulois et X. Philippe), Centre Sorbonne Constitution et Libertés / Centre d'études et de recherches en administration publique - ISJPS.
- Depuis 2019 Membre du **GDR NoST** (Normes, Sciences et Techniques) - CNRS.
- Depuis 2011 Membre de l'**Institut des Sciences juridique et philosophique de la Sorbonne (ISJPS) UMR 8103 CNRS** - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
Membre du **Centre d'études et de recherche en administration publique (CERAP - EA 142)** - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- 2015 - 2016 Membre de la promotion 2015 - 2016 des **Chercheurs de la Fondation pour les sciences sociales** sur le thème « Que manger ? Pratiques, normes et conflits alimentaires ».
- 2013 **Participation à l'organisation du colloque** *Le juge administratif et l'effectivité des droits*, organisé par le CERAP de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et le Collège franco-britannique de la Cité Internationale Universitaire de Paris, 29 et 30 octobre 2013 (avec M. Deguerge).
- 2004 - 2011 Membre du **Centre de recherche en droit administratif (CRDA - Institut Cujas)** - Université Paris II Panthéon-Assas.

Travaux

Ouvrages

1. *La santé environnementale*, Dalloz, coll. « Les sens du droit », à paraître 2021, 200 p.
2. *Les épreuves écrites du CRFPA : spécialité Droit administratif*, Dalloz, coll. « Spécial Concours », 1^{ère} éd., 2020, 301 p. ; 2^{ème} éd., 2021, 340 p.

&
**Directions
d'ouvrages**

3. *L'effectivité des droits. Regards en droit administratif*, (sous la dir. avec C. Pauti), Mare et Martin, coll. « ISJPS », vol. 52, 2019, 276 p.
4. *Le droit des femmes*, (avec E. Pisier †) Dalloz, coll. « À savoir », 2ème éd., Paris 2019, 192 p.
5. Direction et préface (avec B. Defoort) de la réédition de l'ouvrage A. Brimo, *Les grands courants de la philosophie du droit et de l'État*, Pedone, 2018, 534 p.
6. *L'État et la protection de la santé des travailleurs*, LGDJ, coll. « BDP », t. 273, 2013, 446 p.
7. *Le droit des femmes* (avec E. Pisier), Dalloz, coll. « À savoir », 1ère éd., 2007, 143 p.

Études
&
**Articles
dans revues
à comité de
lecture**

1. « Fin de vie libre et choisie et aide active à mourir : un prélude au changement ? », *Recueil Dalloz* 2021, p. 896.
2. « Les potentialités du contentieux de la carence administrative en matière de santé et d'environnement », *in* dossier spécial « Les contentieux potentiels » ; *AJDA* 2021, à paraître.
3. « L'absence de responsabilité de l'État dans l'affaire PIP ou les carences de la réglementation des dispositifs médicaux », *JCP G*, 2021, n° 4, 98.
4. « La police générale de la salubrité à l'épreuve de l'état d'urgence sanitaire ou l'impossible disparition de la salubrité publique locale » (avec B. Defoort), *RDSS* 2020, n° 5, pp. 848-857.
5. « Masques, tests, réserve sanitaire : mais qu'a-t-on fait de nos dispositifs de gestion des urgences sanitaires ? », *Droit Administratif* 2020, n° 6, entretien 2.
6. « Santé environnementale et droit à un environnement sain », *RDSS* 2019, pp. 7-23.
7. « Mais que reste-t-il du pouvoir de police générale du maire en matière de salubrité publique ? », *Énergie, Environnement, Infrastructures*, n° 11, Octobre 2019, Focus n° 159, p. 3.
8. « Le préjudice environnemental », *Droit Administratif* 2018, n° 8-9, étude 4.
9. « À la recherche du quatrième volet du Plan national nutrition santé », *RDSS* 2017, n° 4, pp. 690-699.
10. « Droits de la victime et droits des tiers payeurs dans le contentieux de la responsabilité hospitalière », *in* dossier spécial « Responsabilité hospitalière » ; *AJDA* 2016, n° 7, pp. 375-380.
11. « La loi "Santé" enfin promulguée : une ambition contrariée », *Énergie, Environnement, Infrastructures* 2016, n° 3, pp. 25-30.
12. « L'inspecteur du travail, autorité administrative et médecin malgré lui », *RDSS* 2015, n° 6, pp. 1030-1042.
13. La responsabilité de l'État, dernière victime du Mediator® ? »,

AJDA 2014, n° 43, pp. 2490-2496.

14. « Les agences sanitaires : traduction(s) institutionnelle(s) d'un principe fonctionnel ? », *RDSS* 2013, n° 5, pp. 779-788.
15. « Suite et fin(s) du débat sur le régime juridique du travail carcéral », *RDSS* 2013, n° 4, pp. 639-648.
16. « Le droit au travail pénitentiaire : un droit sans droit... et sans travail », *RDSS* 2013, n° 2, pp. 251-263.
17. « Les conséquences de la modulation dans le temps des effets des décisions QPC », *RDP* 2011, n° 5, pp. 1189-1212.
18. *La responsabilité de l'État du fait des activités de contrôle des autorités administratives indépendantes*, Mémoire pour l'obtention du DEA de Droit public interne de l'Université Paris II – Panthéon-Assas, soutenu sous la direction de Monsieur le Professeur Yves Gaudemet, 2004, 83 p.

**Chapitres
d'ouvrages
collectifs,**

&

Fascicules

19. « L'expertise en temps de crise », in X. Dupré de Boulois et X. Philippe (sous la dir.), *Gouverner et Juger en temps de crise*, Mare et Martin, coll. « ISJPS », à paraître 2021.
20. « Les polices spéciales sanitaires vont-elles éradiquer la police générale de la salubrité ? » (avec B. Defoort), *Mélanges en l'honneur du Professeur Ph. Lauvaux*, éd. Panthéon-Assas, 2021, pp. 185-215.
21. « La classification des régimes de responsabilité administrative : des fondements aux fonctions », in X. Dupré de Boulois (sous la dir.), *Les classifications en droit administratif*, Mare et Martin, coll. « ISJPS », vol. 56, 2020, pp. 323-329.
22. « Quel cadre normatif pour les recommandations nutritionnelles ? » in A. Di Lauro, *Il Diritto incontra le altre Scienze su Agricoltura, Alimentazione, Ambiente : Les métamorphoses de l'aliment. Les frontières entre les aliments, les médicaments et les cosmétiques*, coll. « Nutridialogo », éd. ETS, Pise, 2020, pp. 113-124.
23. « Sanction de la carence administrative et effectivité des droits », in S. Brimo et C. Pauti (sous la dir.), *L'effectivité des droits. Regards en droit administratif*, Mare et Martin, coll. « ISJPS », vol. 52, 2019, pp. 193-213.
24. « Quelle est la place du droit dans nos pratiques alimentaires actuelles ? », in F. Dubet (sous la dir.), *Que manger ? Normes et pratiques alimentaires*, éd. La Découverte, coll. « Recherches », 2017, pp. 25-39.
25. « Régimes législatifs spéciaux de responsabilité », *JurisClasseur Administratif*, Fascicule n° 960, juillet 2013, 68 p.

26. « Changer d'air ? », Note sous CAA Paris, 11 mars 2021, *M. C... D...*, n° 19PA02868, *AJDA* 2021, p. 1104.
27. « Pharmacovigilance et information des patients : la carence de l'État dans l'affaire de la Dépakine® », Note sous TA Montreuil, 2 juillet 2020, *Mme Emmanuelle B. épouse L. et autres*, n° 1704275 ; *Mme Chrystèle D. G. D. B. et autres*, n° 1704392 ; *Mme Marie A. épouse P. et autres*, n° 1704394, *AJDA* 2020, p. 2102.
28. « Le Mediator® devant le Conseil d'État : Remèdes et effets secondaires », Note sous CE, 9 novembre 2016, *Madame Georgel ; Mme Faure et Ministre des affaires sociales, de la santé et des droits de la femme et Madame Bindjouli*, *AJDA* 2017, n° 7, pp. 426-436.
29. « De la nature et du régime juridiques des rémunérations versées aux détenus dans le régime de la concession de main d'œuvre pénale », Note sous CE, 12 mars 2014, n° 349683, *M. Olivier V.*, *RDSS* 2014, n° 3, pp. 487-494.
30. « Réflexions sur la confirmation des mises en examen dans l'affaire de l'amiante : À propos des arrêts *Aldeva* et *Eternit* de la Chambre criminelle du 10 décembre 2013 », *Environnement* 2014, comm. n° 40.
31. « À propos de la substitution de l'ONIAM à l'EFS pour l'indemnisation des victimes de l'hépatite C : parole à la Cour de cassation », Note sous Cass. 1ère ch. civ., 28 novembre 2012 (2 pourvois), *Droit Administratif* 2013, comm. n° 15.
32. « Secret-défense et essais nucléaires », Note sous CE, 20 février 2012, *Ministre de la défense et des anciens combattants*, *AJDA* 2012, n° 19, pp. 1072-1075.
33. « L'indemnisation des victimes de l'amiante », Note sous CE, 27 octobre 2011, *Association de défense des victimes de l'amiante de Cherbourg et al. (3 espèces)*, *Droit Administratif* 2011, comm. n° 102.
34. « Répartition des compétences juridictionnelles en matière d'indemnisation du chômage des agents publics non-titulaires : vers une "privatisation" du contentieux d'indemnisation du chômage ? », Note sous CE, 1ère et 6ème ss-sect., 16 février 2011, *Pôle Emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur*, *AJDA* 2011, n° 20, pp. 1151-1153.
35. « Les conséquences de la substitution de l'ONIAM à l'Établissement français du sang pour l'indemnisation des préjudices résultant d'une contamination par le virus de l'hépatite C », Note sous CE, avis, 5ème et 4ème ss-sect., 18 mai 2011, *Établissement français du sang*, *Droit Administratif* 2011, comm. n° 72.
36. « Nouvel assaut contre la limitation de la réparation des risques professionnels », Note sous CC, 18 juin 2010, n° 2010-8 QPC, *Époux L.*, *RDSS* 2011, n° 1, pp. 76-87.

Communications orales à des colloques avec publication d'actes

1. « Le droit de la sécurité alimentaire : perspective historique », communication au colloque international *Recherche(s), santé et environnement, XIXe-XXIe siècle*, Comité pour l'histoire de l'Inserm, Sorbonne Université, 16 - 17 novembre 2021.
2. « L'expertise en temps de crise », communication lors du séminaire « Gouverner et juger en temps de crise » (sous la dir. de X. Dupré de Boulois et X. Philippe), Centre Sorbonne Constitution et Libertés / Centre d'études et de recherches en administration publique - ISJPS, 22 juin 2021.
3. Rapport de synthèse du colloque *Les établissements publics de santé : sécurité et défense*, Université de Cergy-Pontoise, Association française de droit de la santé (AFDS), Association française de droit de la sécurité et de la défense (AFDSD), 20 mai 2021.
4. « Les contentieux potentiels : le potentiel de la responsabilité en santé / environnement », communication au colloque *Les contentieux potentiels : le potentiel de la responsabilité*, Université Clermont-Auvergne, 19 mars 2021.
5. « La classification des régimes de responsabilité », communication au colloque *Les classifications en droit administratif*, ISJPS, IRJS, École Doctorale de droit public, Université Paris 1, 24 janvier 2020.
6. « Santé environnementale et droit à un environnement sain », Introduction au colloque annuel *Santé-Environnement* de l'Association française de droit de la santé (AFDS), organisé avec le soutien de l'Institut Droit et Santé, Université Paris Descartes, 23 mai 2019.
7. « Quelle normativité pour les recommandations nutritionnelles ? », communication au séminaire interdisciplinaire sur la conception holistique de l'alimentation de l'atelier Normes, Sciences et techniques sur l'aliment (NoST-CNRS), organisé par l'AgroParisTech et l'Institut de recherche juridique de la Sorbonne (IRJS), Paris, 18 octobre 2018.
8. « Le préjudice environnemental », communication à la Journée d'Études de l'Association française de droit administratif (AFDA) consacrée au *Préjudice en droit administratif*, et organisée à l'Université François Rabelais de Tours, 1er décembre 2017.
9. « Sommes-nous obligés de "Manger, Bouger" : Quelle est la place du droit dans nos pratiques alimentaires actuelles ? », communication au colloque international *Que manger ? Pratiques, normes et conflits alimentaires*, organisé par la Fondation pour les sciences sociales, Sciences Po Paris, 9 décembre 2016.
10. « La sanction de la carence administrative par la responsabilité : une garantie de l'effectivité des droits ? », communication au colloque *Le juge administratif et l'effectivité des droits*, organisé par le CERAP de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et le Collège franco-britannique de la Cité Internationale Universitaire de Paris, 29 et 30 octobre 2013.

11. « Les agences sanitaires : traduction(s) institutionnelle(s) d'un principe fonctionnel de séparation entre évaluateurs et gestionnaires du risque ? », communication au colloque *La sécurité sanitaire, alimentaire et environnementale : entre science et droit*, organisé par l'AgroParisTech et l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris 12 décembre 2012.

**Projets de
recherche
en cours**

1. Habilitation à diriger des recherches (HDR) sur le thème de la *Santé environnementale*, garant : M. le Professeur Bertrand Seiller, Université Paris II Panthéon-Assas.
2. « Les conditions du partage de responsabilité entre l'État et une personne privée co-auteurs d'un même dommage », article en cours de rédaction.
3. « L'erreur non fautive en droit administratif », article en cours de rédaction.

EXPERTISES, RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES ET ACADÉMIQUES

Expertises publiques nationales

- Depuis 2020 **Membre du Haut Conseil de la Santé publique**, nommée en tant que personnalité qualifiée au sein de la Commission spécialisée risques liés à l'environnement (CSRE).
Arrêté du 27 février 2020 portant démission et nomination au Haut Conseil de la santé publique – JO n° 0051 du 29 février 2020, texte n° 109.
- 2020 – 2022 Expertise auprès de la **Commission nationale de la Déontologie et des Alertes en Santé Publique et Environnement** (cnDAspe).
- 2016 – 2020 **Membre nommée de la Commission nationale de l'examen d'entrée aux Centres régionaux de formation professionnelle des avocats (CRFPA)**
Arrêté du 22 décembre 2016 portant nomination à la Commission instituée à l'article 51-1 du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat – JO n° 0301 du 28 décembre 2016, texte n° 102.

Responsabilités administratives et académiques

- 2019 – 2023 **Membre élu du Conseil de l'Unité de l'Institut des Sciences juridique et philosophique de la Sorbonne UMR 8103 – CNRS.**
- 2021 Membre du **jury du Concours « La responsabilité imaginée »**, organisé par H. Belrhali et A. Jacquemet-Gauché, Faculté de droit Université Grenoble-Alpes, École de droit de l'Université Clermont-Auvergne.

- Depuis 2018 **Membre élue du Comité consultatif scientifique de droit public (CSS)** – *Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – École de droit de la Sorbonne.*
- Depuis 2017 **Membre du Conseil scientifique de la Sorbonne Student Law Review.**
- 2013 – 2015 Membre du **jury du Concours national 2013** et du **Concours national 2014 de Directeur d'établissement sanitaire, social et médico-social (D3S)** – *Centre national de gestion des praticiens hospitaliers et des personnels de direction de la fonction publique hospitalière (CNG).*
- 2014 **Membre élue du Conseil de l'UFR 01 – Droit, administration et secteurs publics** – *Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – École de droit de la Sorbonne.*
- Depuis 2013 Membre de **comités de sélection** en vue du recrutement de maîtres de conférence en droit public (section 02 CNU)
- *Université Paris II Panthéon-Assas (2020, 2019, 2015)*
 - *Université de Picardie Jules Verne (2018)*
 - *Université Paris-Ouest Nanterre La Défense (2015).*
- 2013 – 2015 Membre de **comités de sélection** en vue du recrutement de maîtres de conférence en alimentation, droit de l'alimentation et droit de l'environnement (section 01 CNU) – *École nationale du génie rural, des eaux et des forêts (Engref) – AgroParisTech.*

ACTIVITÉS ET RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES

Responsabilités pédagogiques

- Depuis 2020 **Responsable du Pôle Droit administratif à l'Institut d'Études judiciaires Jean Domat** – *Préparations annuelle et estivale du CRFPA - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.*
- Depuis 2018 **Directrice du Master 1 Droit de la santé** – *Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – École de droit de la Sorbonne.*
- 2016 – 2020 **Co-directrice du Master 2 Droit de la sécurité sanitaire, alimentaire et environnementale** (avec C. Moiroud et F.-G. Trébulle) – *Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – École de droit de la Sorbonne.*
- Depuis 2013 **Présidence annuelle des jurys des concours d'entrée aux Centres Régionaux de la Formation Professionnelle des Avocats (CRFPA) – Grand oral** – *Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – Institut d'Études Judiciaires Jean Domat.*
- Depuis 2014 **Présidence des jurys de plaidoirie et membre des jurys de déontologie des examens du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat (CAPA)** – *École de Formation professionnelle des Barreaux de la Cour d'Appel de Paris (EFB).*

Depuis 2014 **Direction des mémoires des étudiants du Master 2 Droit de la sécurité sanitaire, alimentaire et environnementale** – *Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne* et du **Master 2 Recherche de Droit de l'environnement** – *Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Université Paris II Panthéon-Assas*.

Activités d'enseignement

Depuis 2017 **Chargée d'enseignements à l'École des Hautes Études en Santé publique (EHESP) et à l'Université de Paris** - Cours de Droit de la santé et responsabilité médicale (30 h.) ; M2 « Analyse et management des établissements de santé », co-habilité avec l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (AP – HP).

2019 – 2020 **Chargée d'enseignements à l'Université Paris II Panthéon-Assas** - Cours de Droit de la santé publique (36 h.) ; Master 1 Droit public général & Master 1 Droit social.

2018 – 2019 **Chargée d'enseignements à l'AgroParisTech** - Département Sciences et Ingénierie Agronomiques, Forestières, de l'Eau et de l'Environnement - Cours de Droit de l'environnement (Master 1).

Depuis 2011 **Maître de conférences en droit public à l'École de droit de la Sorbonne**
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Principaux enseignements assurés :

- **Droit de la protection de la santé** - Master 1 Droit public
- **Droit public interne et sécurité sanitaire et alimentaire** - Master 2 Droit de la sécurité sanitaire, alimentaire et environnementale
- **Santé environnementale** - Master 2 Recherche Droit de l'environnement (*co-tutelle Université Paris II Panthéon-Assas*)
- **Méthodologie de la recherche documentaire** - Master 2 Droit de la sécurité sanitaire, alimentaire et environnementale
- **Droit, Politique et Société** – Master 1 Droit public
- **Droit administratif général** - 2ème année de Capacités en droit
- **Problèmes politiques contemporains** - Master 1 Droit public
- **Institutions administratives** - Licence d'administration publique
- **Gestion publique** - Master 2 Administration et gestion publique
- **Droit de l'environnement** - Master 1 Risques et Environnement
- **Droit international de l'environnement** - Master 1 Droit de l'environnement
- **Droit européen de la santé** – Master 2 Droit de la sécurité sanitaire, alimentaire et environnementale

2004 - 2010 **Attachée temporaire d'enseignement et de recherche, Moniteur de l'Enseignement supérieur (CIES Sorbonne) et Allocataire de recherche** – *Université Paris II Panthéon-Assas*

SOCIÉTÉS SAVANTES

- Membre de l'Association française de droit de la santé (AFDS) ;
- Membre de l'Association française pour la recherche en droit administratif (AFDA) ;
- Membre de l'Association Qualité de la science française (QSF) ;
- Membre de la Société francophone de santé environnementale (SFSE).